



**REVUE DE PRESSE**  
**SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE**  
**DU 21 NOVEMBRE 2015**

# Terrorisme : l'Europe passe la vitesse supérieure

**BRUXELLES** Réunis en urgence, les 28 ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'UE se sont engagés à accélérer le rythme de leur coopération pour lutter contre les terroristes

Pour la deuxième fois en quelques jours, les représentants des États membres de l'Union européenne ont participé à une réunion exceptionnelle, à Bruxelles, pour tirer toutes les conséquences des attentats de Paris. Mardi, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, avait obtenu de ses 27 collègues un engagement solidaire pour venir prêter assistance militaire à la France, selon leurs moyens, sur les terrains où elle était engagée (Irak-Syrie, Sahel, Méditerranée).

Hier, le ministre français de l'Intérieur a obtenu de ses homologues un engagement unanime à accélérer la mise en place d'une série d'instruments pour mieux faire coopérer les polices et les autorités judiciaires européennes. « Notre réaction collective doit être implacable. Il faut sortir des promesses sans lendemain, des attermolements et des lenteurs. Sinon, l'Europe se perdra », a averti, martial, Bernard Cazeneuve. « La France a été entendue. Tout ce qui doit être fait au niveau de l'Union européenne le sera », lui a répondu le commissaire européen aux Affaires intérieures, le Grec Dimitris Avramopoulos.

**« Il faut sortir des promesses sans lendemain, des attermolements et des lenteurs. Sinon, l'Europe se perdra »**

**Bernard Cazeneuve**

Les Vingt-Huit sont ainsi convenus de se doter d'un fichier de données des passagers aériens (PNR) avant la fin de cette année (voir infographie ci-dessous). Paris a obtenu aussi le renforcement du dispositif de contrôle aux frontières extérieures. La Commission européenne va présenter prochainement une proposition



**Christiane Taubira et Bernard Cazeneuve, hier, à Bruxelles.** PHOTO EMMANUEL DUNAND/APP

pour modifier le Code frontières Schengen afin d'introduire un contrôle systématique des ressortissants européens aux frontières extérieures. Et, début janvier, le nouveau centre de coordination de la lutte antiterroriste commencera ses activités au sein de l'agence européenne Europol, établie à La Haye. « Nous allons faire plus, plus vite, et avec plus d'ampleur », a promis le coordinateur européen pour la lutte antiterroriste, le Belge Gilles de Kerchove.

## D'autres attaques ?

Des équipes rapides d'intervention (Rabit, en terminologie européenne) vont ainsi se déployer aux points frontières les plus poreux. Et chaque pays s'est engagé à insérer dans le fichier Schengen déjà existant, les fiches des combattants étrangers sus-

pects. Ce qui pourrait amorcer à terme une fusion des fameuses fiches S.

Ces promesses s'envoleront-elles une fois l'émotion dissipée ? Pas sûr. L'ambiance n'est, en effet, pas à l'optimisme dans les rangs des ministres européens. Rob Wainwright, le directeur d'Europol, l'a rappelé : « D'autres attaques sont encore probables. » Chacun a bien senti aussi qu'avec les attentats de Paris, un cran a été franchi dans la terreur. « Nous sommes face à un changement majeur de la stratégie de Daesh, dans un scénario d'attaques coordonnées des pays de la coalition, en particulier des Européens », remarque Gilles de Kerchove.

Le phénomène des combattants étrangers, ces Européens partis combattre en Syrie ou en Irak, chez Daesh

et autres groupes terroristes, inquiète notamment au plus haut point. Au début, « il y avait quelques centaines de combattants. Aujourd'hui, on est à plus de 5 000 », dont un tiers en France, mais aussi 150 au moins en Suède, idem en Autriche ou en Suède. « C'est un véritable cauchemar pour les services de renseignement », indique-t-il, démentant au passage certaines idées préconçues. « C'est faux de dire que les services de renseignement ne coopèrent pas, n'échangent pas. Ce sont des gens qui travaillent nuit et jour, qui échangent le plus possible. Mais il y a des informations qu'on ne peut pas échanger. Il y a des contraintes, des sources à protéger. On ne peut pas tout mettre sur la place publique. »

**Nicolas Gros-Verheyde, à Bruxelles**

# Régionales : la campagne repart

## BORDEAUX

Débat mesuré, hier matin, entre les têtes de liste, sept jours après les attentats

JULIEN ROUSSET

[lrousset@sudouest.fr](mailto:lrousset@sudouest.fr)

Le 22 octobre dernier, Alain Rousset et Virginie Calmels avaient, à Sciences Po Bordeaux, débattu dans une ambiance électrique. La confrontation avait été vive, ponctuée de huées ou d'applaudissements du public.

Rien de tel, hier, dans les studios de TV7, à Bordeaux. La configuration était différente. Il s'agissait d'un échange thématique, programme contre programme, entre six des dix têtes de liste (1), sans public. Mais c'est bien entendu l'actualité tragique qui explique la retenue des candidats, visiblement soucieux d'éviter des polémiques peu dignes des circonstances. « Je me suis interrogé sur le fait de venir », a confié Alain Rousset (PS), grave au point de paraître effacé. « Nos morts ne sont pas encore enterrés... »

« Nous sentons chez les gens un grand besoin d'échanges », a indiqué pour sa part Virginie Calmels (LR). La démocratie doit vivre, ont, en substance, estimé les quatre autres candidats, Olivier Dartigolles (Front de gauche), Françoise Coutant (EELV), Jacques Colombier (FN) et Yvon Setze (Debout la France), interrogés, avant d'entrer dans le vif du sujet, sur l'onde de choc des attentats.

Comment enchaîner après un tel préambule ? En passant aux dossiers régionaux, en renouant avec l'exercice classique, et finalement rassérénant, de la politique : les têtes de liste ont débattu de leurs projets pour les transports, le budget, l'emploi.

### 1 Comment désenclaver la région ?

Il a surtout été question des trains. Des trains rapides... et des trains moins rapides. Consensus dans le studio : les TER sont trop souvent en retard. « Il faut ouvrir à la concurrence les lignes express régionales. L'Allemagne l'a fait, le coût pour les usagers a sensiblement baissé », assure Virginie Calmels. « Les Régions ont ressuscité les TER, qui commençaient à battre de l'aile. La fréquentation a largement augmenté. Mais ce qui ne va pas, c'est le modèle de financement avec la SNCF et les retards encore trop fréquents. Il y a un effort à poursuivre », estime Alain Rousset.

Faut-il financer les deux prochains

projets de ligne à grande vitesse, les liaisons Bordeaux-Dax et Poitiers-Limoges ? « Non. On n'a pas les moyens », répond sans détour Françoise Coutant (EELV). « On ne va quand même pas dépenser 10 milliards pour gagner 15 minutes sur le trajet Bordeaux-Toulouse ! », renchérit Jacques Colombier.

### 2 Comment faire des économies ?

La grande région aura 2,7 milliards d'euros de budget. Virginie Calmels veut un « business plan ». Le mot pique ses contradicteurs, qui jugent l'expression inadaptée à une collectivité publique. Toujours sur le plan lexical, ils n'ont pas manqué de relever un lapsus commis par la tête de liste des Républicains : « Mon projet est financier », a déclaré Virginie Calmels, avant de rectifier : « Mon projet est financé. »

Sur le fond, la candidate juge que « 135 millions d'euros d'économies sont possibles. Comment ? Par exemple, « en ne remplaçant pas des départs à la retraite parmi les personnels bordelais ». « Je ne connais pas votre bilan dans la gestion d'entreprise, alors que, pour ma part tout est public, tout est sur la table. Les finances de la Région sont analysées par les Chambres des comptes. L'agence Standard & Poors a salué en 2014, une capacité d'investissement et de désendettement parmi

les plus favorables des collectivités locales en France », répond Alain Rousset.

Jacques Colombier souhaite supprimer les crédits alloués à la politique de la ville et aux relations internationales. Au rayon des menues économies, il promet une baisse de 10 % des indemnités des élus. « Cette indemnité pourrait être modulée en fonction de l'assiduité », tempère Françoise Coutant, qui souhaite que les citoyens soient associés à l'élaboration du budget.

Quant à Olivier Dartigolles, il entend solliciter les banques. « Il y a 75 milliards de dépôts bancaires en Aquitaine... »

### 3 Comment créer de l'emploi ?

Ce sujet a suscité l'unique montée en tension du débat, Alain Rousset accusant Virginie Calmels de mentir sur les chiffres, la candidate s'irriguant, en réponse, d'être « d'un nouveau » la cible d'attaques personnelles.

On compte 477 000 demandeur

d'emploi dans la future grande région. Les candidats le disent à l'unisson : « L'apprentissage doit être une priorité. » « Il faut plus de moyens et un fléchage plus clair. 332 formations différentes existent actuellement ! », note Virginie Calmels. « Il n'est pas normal qu'on soit en manque d'emplois qualifiés », déplore Yvon Setze.

Comme sur plusieurs autres thèmes, Jacques Colombier prône la « préférence régionale », qui conditionnerait, selon le profil des personnes embauchées, le versement des aides. Olivier Dartigolles souhaite aussi un contrôle « beaucoup plus strict » des aides aux entreprises, selon des critères différents, bien sûr : « La création d'emplois, l'investissement local... » « Et en fonction des normes environnementales ! », ajoute Françoise Coutant.

Pour Alain Rousset, la Région doit s'adapter à... son succès. « Le chômage est inférieur à la moyenne nationale, mais nous observons un phénomène nouveau : le chômage d'attractivité. Des couples déménagent en Aquitaine, et le conjoint peine à trouver du travail. C'est un défi pour ces prochaines années. »

(1) Sont également candidats : Nicolas Pereira (Nouvelle Donne), Joseph Bousion (La Vague citoyenne), Guillaume Perchet (Lutte ouvrière) et William Douet (Union populaire républicaine).



Yvon Setze



Virginie Calmels



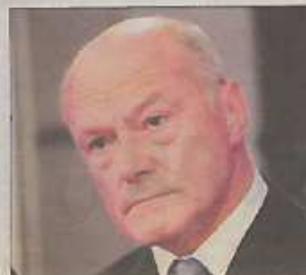
Jacques Colombier



Françoise Coutant



Olivier Dartigolles



Alain Rousset

# La tête encore à Paris, un pied déjà à Bordeaux

**CONSEIL RÉGIONAL** C'était la dernière réunion des élus de Poitou-Charentes, hier à Poitiers. Les propos consensuels se partageaient entre le Bataclan et la future Région

THOMAS BROSSET

t.brosset@sudouest.fr

Étrange atmosphère hier à Poitiers pour la dernière commission permanente du Conseil régional de feu Poitou-Charentes. Entre lourdeur du contre-coup des attentats de Paris et légèreté de la fin de mandat. Entre minute de silence et applaudissements nourris. Entre « Marseillaise » et pot d'adieu.

« C'est dans un contexte de deuil national que s'achève notre mandature », constate Jean-François Macaire, en ouverture d'assemblée. Gravité du propos et mélange des deux événements : « N'oublions pas que l'immense majorité des victimes de Daesh sont des musulmans » ; « François Rabelais, Jean Monnet, François Mitterrand : nous sommes une terre d'humanistes. Une terre désormais alliée à celle de Montesquieu et de Montaigne. »

## « Pas mort »

Humanisme et déménagement, attentats et nouvelle Région. Curieux mélange. La tête encore à Paris et déjà un pied à Bordeaux. Bordeaux qui attire et qui fait peur. « Non, le Poitou-Charentes que nous aimons n'est pas mort. Ce que nous avons donné au Poitou-Charentes, Poitou-Charentes le gardera », poursuit, solennel, le successeur de Ségolène Royal.

Voulant afficher l'œcuménisme politique de l'institution qu'il préside jusqu'au 31 décembre, Jean-François Macaire fait monter sur



Applaudissements des élus à l'attention des services de la Région. PHOTO « SUD OUEST »

l'estrade un responsable de chaque groupe politique. Et tous y vont de leur petite phrase gorgée d'émotion sur l'horreur du Bataclan. Extraits.

« Ségolène Royal a rappelé à la France que la Nation n'était pas une notion passéiste » (Yves Debien, vice-président PS).

« Il faut appeler aux projets, à l'espérance et à la vie » (Olivier Chartier, Les Républicains).

« Tout ce qui élève unit. Soyons à la hauteur » (Xavier Argenton, UDI).

« Aujourd'hui, gardons-nous d'une logique liberticide. Nous répondrons à la terreur par encore

plus de démocratie » (Serge Morin, Europe Écologie Les Verts).

« J'avais 11 ans en 1986, lors des attentats de la rue de Rennes, et j'en étais tout près à Paris. J'ai encore en tête les cris des gens » (Alexis Blanc, les centristes humanistes).

Désintéret de la politique, montée de l'extrémisme, l'élus rochefortais s'inquiète : « Notre système politique est à bout de souffle. À deux semaines des régionales, il est inquiétant d'avoir si peu entendu parler de ses enjeux. »

## Méthanisation à Saintes

Les élections régionales ! On les aurait presque oubliées dans ce tour-

billon d'informations dramatiques. Le temps d'expédier les dernières affaires courantes et les candidats pourront repartir en campagne. Et parmi ces affaires courantes, le feu vert à l'acquisition de terrain pour le projet de méthanisation du lycée Georges-Desclauze à Saintes. Régine Joly (PS) y travaille depuis six ans et aimerait bien que ce ne soit pas pour rien. Mais le Saintais Bruno Drapron (UDI) freine des quatre fers, au nom de l'inquiétude des riverains. Finalement, la Région dit banco.

Ce sera l'une de ses toutes dernières décisions.

## Journée contre les violences faites aux femmes

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le mercredi 25 novembre, Château-

bernard se penchera sur les violences au sein du couple.

Un théâtre forum, animé par la compagnie Théâtre en action, est organisé par le réseau de prévention et de lutte contre les violences au sein du couple Territoire Ouest-Charente.

Entrée gratuite. Salle le Castel (rue du Général-de-Gaulle à Chateaubernard).

Renseignements auprès de l'Aserc au 06 37 84 51 47 et au 09 50 01 32 85.

## Christophe Nouveau se dédouble dans la zone de Bellevue

Christophe Nouveau tient un « lavomatic » dans le quartier de Saint-Jacques depuis treize ans, et un autre dans le centre de Jarnac depuis sept ans. Celui qui a présidé pendant neuf ans l'association Saint-Jacques Commerces Expansion ne met pas pour autant tous ses œufs dans le même panier. « J'ai été un des premiers à me positionner quand a émergé le projet de la zone du Mas de la Cour-Bellevue, il y a six ans », observe-t-il.

Le commerçant vient d'y ouvrir une station de lavage, dans le « pôle auto », entre les concessions Peugeot et Volkswagen, sous la franchise « Star Wash ». « La zone est une belle réalisation, moderne, colorée, végétale. Pour un projet comme celui-là, il n'y a pas la place en centre-ville. Je reste bien commerçant en cœur de ville. Mais aujourd'hui, c'est compliqué de vivre avec un magasin de 100 mètres carrés. Il faut multiplier les sites », estime-t-il.



Christophe Nouveau croit au futur de la zone de Bellevue. PH.M.

## Deux jours d'hommage

**DANS LA RUE** Le point sur les hommages du week-end à travers le département

Rassemblement à 14 h 30, aujourd'hui, sur le parvis des Chais Magelis, à Angoulême. L'initiative citoyenne, lancée par la page Facebook Citoyens du Grand-Angoulême, a été retenue pour fédérer les hommages rendus aux victimes dans la préfecture charentaise. Cette initiative a reçu l'aval de l'ensemble des collectivités.

### Des bougies à Cognac

À Cognac, un rassemblement a été fixé à la même heure, 14 h 30, dans le théâtre de verdure, au milieu du jardin public de l'hôtel de ville. C'est la municipalité qui a pris en charge l'organisation, après avoir reçu diverses sollicitations de particuliers. Jeudi, 80 personnes participaient à une réunion de préparation, dont beaucoup de représentants du monde associatif. « Le jardin sera sécurisé, avec seulement trois accès », indique le maire, Michel Gourinchas.

Il prendra brièvement la parole, avant une minute de silence et une « Marseillaise ». « Les gens peuvent amener des bougies, qui seront déposées sur la scène », précise-t-il.

### Mur d'expression à Confolens

Les élus des communautés de communes du Confolentais et de Haute



À Cognac, le public est invité à poser des bougies. ARCHIVES S. C.

Charente ont convenu ensemble de proposer un rassemblement ce matin à 10 h 45, devant le monument aux morts de Confolens. Il y aura quelques prises de parole, ainsi que la plantation d'un « arbre de la Liberté ». Un mur d'expression libre sera également mis à la disposition du public.

### En tricolore à Barbezieux

André Meuraillon, maire de Barbezieux, et son conseil municipal appellent les habitants à se rassembler, dimanche à 10 heures, sur la place du château : « Il s'agira d'un regroupement statique, sans défilé. Nous souhaitons que les gens viennent avec des drapeaux bleu, blanc, rouge ou même, habillés dans des vêtements aux couleurs de la France. »

LOUZAC-SAINT-ANDRÉ

# Les Borderies en pleine répétition

Chaque lundi, depuis septembre, les comédiens amateurs de la troupe des Borderies sont à pied d'œuvre pour préparer leur saison 2016.

Ils répètent actuellement d'arrache-pied une comédie en deux actes de Bruno Lacroix, auteur québécois de la pièce intitulée « Haut Vol ». Cette pièce a été créée en 2012 et sera jouée dans les deux Charentes à partir du 16 janvier, et durant trois mois.

## Une comédie

Il s'agit d'une comédie se déroulant au dernier étage d'un immeuble parisien et tournant autour d'un sac de bijoux. Un industriel, au bord de la faillite, va devoir mettre tout en œuvre pour sauver son entreprise. Une succession de contretemps, l'irruption inattendue de divers personnages vont mettre, à rude épreuve, ses nerfs et ses projets. L'intervention, tantôt burlesque, tantôt à bon escient, d'un comédien gaffeur, engagé pour la circonstance, va rendre les situations de plus en plus cocasses pour le plus grand bonheur du public que la troupe espère, comme chaque année, nombreux au rendez-vous.

Sont d'ores et déjà fixées les présentations suivantes. En jan-



Les comédiens travaillent depuis la rentrée sur la pièce « Haut Vol » avec laquelle ils partiront en tournée. PHOTO COLETTE-CHRISTIANE GUIRE

vier : Louzac-Saint-André le 16 ; Cherves-Richemont le 22 ; Pons le 23 ; Saint-Laurent de Cognac le 30.

En février : Saint-Même les Carrières le 2 ; Saintes le 26 ; Chérac le 27. En mars : Saint-Sulpice de Cognac le 4 ; Cognac 11 et 12 ; Chaniers le 18 ; Sainte-Lheurine le 19 ; Javrezac le 25 ; Jarnac le 26.

En avril : Ars le 1<sup>er</sup> ; Barzan le 2 ; Châteaubernard le 8.

Le prix des places reste inchangé : 5 € et 2,50 € pour les moins de 12 ans. Les réservations seront ouvertes à partir du 5 janvier 2016. [www.theatredesborderies.fr](http://www.theatredesborderies.fr). E-mail : [theatre.louzacstandre@wanadoo.fr](mailto:theatre.louzacstandre@wanadoo.fr).

## Consommation

### Marges commerciales: le grand écart

Les marges commerciales des hypermarchés sur les produits alimentaires vont de 13 à 26%, une fourchette nettement plus étroite que celles des commerces spécialisés (29 à 42%). Cet écart s'accroît encore en prenant en compte, selon cette

étude de l'Insee publiée cette semaine, les produits non alimentaires comme les carburants (2% dans le cas des hypers, quatre fois plus dans les stations-service), ou les produits pour la maison (du simple au double).

#### Taux de marge commerciale

commerces spécialisés

hypermarchés



## Le préfet rassurant mais vigilant

Myriam HASSOUN  
m.hassoun@charentelibre.fr

Quatre cents édiles à L'Oisellerie à La Couronne hier en fin de journée. Salvador Pérez, le préfet, les avait réunis pour les informer sur les conséquences de l'état d'urgence en Charente. Avec solennité, la plupart des maires du département, les parlementaires et les chefs des services de l'État ont observé une minute de silence après quelques vers de Victor Hugo prononcés par le préfet. La Charente est en Vigipirate renforcé, a rappelé Salvador Pérez. Avec, pour conséquences, non seulement une sécurité accrue lors des manifestations publiques, mais aussi des perquisitions administratives comme celles ayant eu lieu à Jarnac et à Chabanais. «La population doit être rassurée, c'est notre rôle. S'il doit y avoir d'autres perquisitions comme celles-ci, il y en aura d'autres», affirme-t-il. L'évacuation et l'appel aux équipes de déminage pour détruire tout colis suspect, comme cette semaine à Saint-Yrieix et à Angoulême, restent également pour le moment les mesures en vigueur dès la moindre suspicion. «On n'alimente pas les anxiétés», défend Salvador Pérez, mais ce n'est pas



Le préfet a réuni hier les maires de Charente pour évoquer les conséquences au quotidien de l'état d'urgence suite aux attentats.

Photo Majid Bouzzit

parce qu'on est en Charente qu'il faut se croire à l'abri.» Même si aucune manifestation n'a pour le moment été interdite dans le département depuis les attentats du 13 novembre, «certaines se sont annulées ou reportées d'elles-mêmes durant les trois jours de deuil national», signale Salvador Pérez. Les rassemblements prévus ce week-end (1) sont tous autorisés par la préfecture. Les Gastronomades à Angoulême se tiendront bien aussi comme prévu vendredi, samedi et

dimanche prochains. «Évidemment, le curseur de sécurité va monter, fait remarquer le préfet. Comme au Festival de la BD en janvier, on va renforcer la sécurité pendant les Gastronomades.» Les sorties scolaires, quant à elles, pourront reprendre leur cours normal dès lundi.

(1) Aujourd'hui à Angoulême aux Chais Magelis à 14h30; à Cognac au Jardin public à 14h30; à Confolens à 10h45 au square Jules-Halgand; à Blanzac de 12h à 14h à la salle des fêtes. Demain à Barbezieux au château à 10h.

# Un nouveau déficit prévu pour l'édition de l'été passé

Une rumeur laisse entendre que l'édition 2015 accuserait un déficit de 40 000€. Déficit oui, «mais pas à cette hauteur» selon l'organisation.



Succès avec 7 500 entrées, la soirée Black M s'est avérée la moins lucrative au final, faute d'un public non consommateur.

Photo archives CL

Gilles BIOLLEY  
g.biolley@charentelibre.fr

La rumeur s'est vite répandue. La 18<sup>e</sup> édition de la Fête du cognac qui s'est déroulée cet été, serait à nouveau déficitaire, de 40 000 euros. Ce qui représenterait près de 8,5% du budget de la manifestation, établi autour de 480 000 euros.

En 2014, il s'élevait à près de 10 000 euros. «Une rumeur infondée, selon Karl Lorca, l'un des organisateurs. Non, on sera en dessous. Ce chiffre, c'est la barre maxi du déficit qu'on envisageait sur cette édition qui sera, oui, déficitaire c'est sûr, mais pas à cette hauteur c'est sûr aussi», assure-t-il. Le bilan, les responsables devraient le fournir courant décembre. «Nous avons encore pas mal de choses à intégrer, droits

»

40 000€ ? Non, ce sera en-dessous de ça. Cette édition sera déficitaire c'est sûr... mais pas à cette hauteur, c'est sûr aussi.

Sacem... d'autres à revoir. On découvre aussi plein de choses à mesure que les comptes se précisent, à notre grande surprise parfois d'ailleurs, indique-t-il. Des choses que l'on croyait rentables qui ne le sont pas finalement et inversement».

Une certitude, la soirée Black M ne l'a pas été du tout comme les organisateurs l'avaient déjà anticipé dès la fin de la fête. La plus complète, avec 7 500 spectateurs, elle s'avère être la moins lucrative de l'édition. «Rupture jambon et Coca comme la presse l'a relaté, ça veut tout dire», explique Karl Lorca. A savoir le public présent ce soir-là, des jeunes et très jeunes pour l'essentiel, n'a pas consommé du tout, ni cognac évidemment, ni plateau-repas. A cela s'est ajouté la contrainte de réduire la jauge pour cette soirée, plan Vigipirate oblige, «sans compter que la majorité des billets pour ce concert s'est écoulée via le site internet, à tarif réduit», précise-t-il. Le revers de la médaille d'un succès public qui ne fera pas celui des comptes au final, c'est déjà acté.

# L'Europe monte aux frontières

L'Europe va instituer des contrôles systématiques à ses frontières, y compris des ressortissants européens afin de lutter contre le terrorisme. Et les PNR seront instaurés

L'UE va instituer des contrôles systématiques des ressortissants européens à ses frontières afin de mieux lutter contre le terrorisme, pour répondre aux failles apparues après les attentats sanglants de Paris, dont un des auteurs présumés est toujours traqué. A Bruxelles, les ministres européens de l'Intérieur et de la Justice se sont engagés à adopter avant la fin de l'année le fameux PNR, un fichier de données sur les voyageurs aériens et à renforcer la lutte contre les trafics d'armes dans les Balkans, une semaine après les attentats les plus meurtriers de l'histoire en France (130 morts et plus de 350 blessés).

Les Européens ont décidé de renforcer «immédiatement» les contrôles aux frontières extérieures de l'UE, y compris pour les ressortis-

»

Notre réaction collective doit être implacable. Il faut sortir des promesses sans lendemain. Sinon l'Europe se perdra

sants européens. Et la Commission européenne va proposer «d'ici la fin de l'année» une révision des règles de Schengen dans le même but.

«Notre réaction collective doit être implacable. Il faut sortir des promesses sans lendemain, des atterrissements et des lenteurs. Sinon l'Europe se perdra», a prévenu le ministre de l'Intérieur Bernard Ca-



L'appel du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve à l'Europe a été partiellement entendu.

Photo AFP

zeneuve. La France, a-t-il précisé, maintiendra le contrôle à ses frontières, rétabli il y a une semaine, «aussi longtemps que la menace terroriste le nécessitera».

L'illustration des défaillances de la lutte antiterroriste aura été le retour incognito en Europe du jihadiste belgo-marocain Abdelhamid Abaaoud. Le soir des attentats, revendiqués par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), il a été filmé vers 22H par une caméra de la RATP à une station de métro de Montreuil, en banlieue parisienne. Comment a-t-il pu se déplacer librement alors qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international?

«Nous ne savons pas» comment Abaaoud est entré en France, a reconnu le Premier ministre Manuel Valls.

Le projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois, adopté jeudi à la quasi-unanimité par l'Assemblée nationale, est passé devant les sénateurs hier. La loi «pourra être promulguée avant la fin de la semaine», selon le Premier ministre.

Ce texte élargit les possibilités d'assignation à résidence et permet la dissolution de groupes et associations extrémistes. Les perquisitions administratives, dans le cadre de l'état d'urgence, se poursuivent à

un rythme soutenu. Depuis une semaine, 793 perquisitions ont été réalisées, 90 personnes placées en garde à vue, 164 assignées à résidence et 174 armes saisies.

Dans de nombreuses mosquées en France, des textes condamnant le «terrorisme» ont été lus hier, jour de prière, comme à La Courneuve, où l'ancien président de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF, issue des Frères musulmans), Ahmed Jaballah a jugé indispensable, devant les fidèles, de «toujours clarifier la position de l'islam, pour que personne ne puisse dire au nom de la religion ce qui peut justifier l'injustifiable».

## Les dirigeants prêts à un accord

Les récents attentats ont perturbé les préparatifs de la conférence climatique de Paris mais les dirigeants mondiaux sont toujours déterminés à obtenir un accord historique, a estimé hier un responsable de l'ONU.

«L'un après l'autre, les dirigeants mondiaux reconforment qu'ils vont à Paris parce qu'ils pensent que c'est un événement important», a souligné devant la presse le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé du changement climatique Janos Pasztor.

Les présidents américain, chinois et russe font partie des quelque 138 dirigeants attendus à Paris pour l'ouverture de la COP21 le 30 novembre.

Ce sommet de l'ONU sur le climat doit se dérouler du 30 novembre au 11 décembre au Bourget, près de Paris, et s'ouvrir par un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement.

La sécurité a été renforcée et des marches pour le cli-

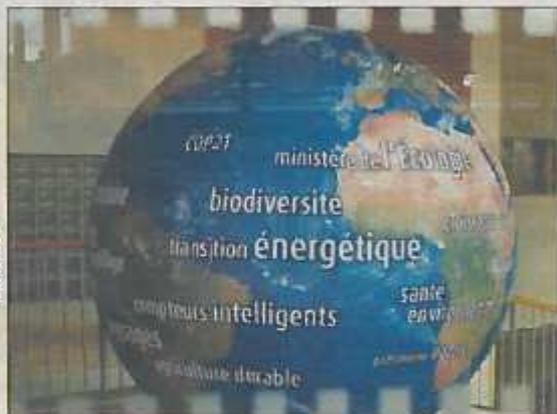


Photo AFP

mat ont été annulées après les attentats qui ont fait 130 morts vendredi dernier.

M. Pasztor s'est dit optimiste sur un accord mais a souligné qu'il restait beaucoup de travail à faire pour obtenir un accord «universel et significatif».

Il a rejeté l'idée que la menace terroriste pourrait éclipser les discussions climatiques lors des réunions à Paris, même si, a-t-il dit, «il est inévitable quand des dirigeants se ren-

contrent qu'ils parlent de tous les sujets importants du moment».

La COP21 «ne marquera pas la fin du parcours», a-t-il souligné. «Elle représente non un plafond pour notre ambition mais un plancher».

La conférence sur le climat de Paris a pour objectif de faire adopter à 195 pays, sous l'égide des Nations unies, un accord mondial visant à freiner le réchauffement climatique de la planète.